

## 2. Pays importateurs de pétrole de la région MOANAP : malgré une tendance à la hausse de la croissance, de nouvelles réformes s'imposent pour créer des emplois

La reprise s'affirme dans la région grâce aux progrès réalisés dans la voie de la stabilisation politique, aux réformes économiques, à la baisse des prix du pétrole et à l'amélioration de la croissance dans la zone euro, avec un taux de croissance de 4 % en 2015 et 2016, soit une hausse globalement conforme aux projections de l'édition de mai 2014 des Perspectives économiques régionales. La dynamique de la croissance est toutefois freinée par les répercussions persistantes des conflits (dont l'accroissement du nombre de réfugiés), les risques sécuritaires et les tensions sociales, tandis que des blocages du côté de l'offre et une forte appréciation des monnaies continuent d'entraver la compétitivité et la croissance de la productivité. Dans le contexte d'un chômage obstinément élevé, de faibles niveaux de vie et d'une inclusion limitée, de fortes mesures de réforme s'imposent, surtout dans le domaine de l'activité industrielle et commerciale, des échanges et des marchés du travail et des capitaux, pour favoriser l'expansion du secteur privé et la création d'emplois. Une plus grande flexibilité des taux de change et un assainissement progressif des finances publiques, propres à assurer la viabilité des profils d'endettement et à renforcer les marges de manœuvre face à d'éventuels chocs négatifs, sont aussi indispensables.

### Consolidation de la reprise

Les pays importateurs de pétrole de la région MOANAP ont connu une croissance médiocre au cours des cinq dernières années. La crise financière mondiale a freiné la demande extérieure et les entrées de capitaux. Les transitions politiques déclenchées par les soulèvements du Printemps arabe, les tensions sociales et les conflits qui ont provoqué le déplacement de milliers de personnes ont pesé sur la confiance (encadré 2.1). Avec une croissance insuffisamment inclusive stagnant à 3 %, le taux de chômage est resté élevé à 11½ % et à 17 % en moyenne pour les jeunes dans l'ensemble de la région.

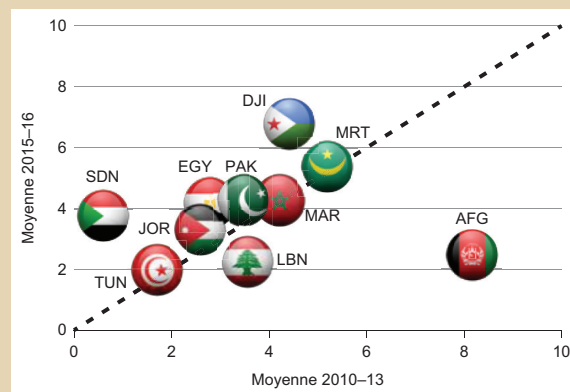
La reprise commence enfin à s'affermir grâce à un timide retour de la confiance, une amélioration de la demande extérieure et la baisse des cours du pétrole. Le taux de croissance dans les pays importateurs de pétrole de la région MOANAP devrait atteindre 4 % en 2015 et 2016 (graphique 2.1). Les progrès réalisés dans les transitions politiques amorcées en 2010 ont abouti à des gouvernements disposant d'un horizon temporel de plusieurs années nécessaire pour adopter des réformes économiques qui ne pourront toutefois être mises en œuvre que de façon progressive, car il

Ce chapitre a été préparé par Pritha Mitra, qui a bénéficié de contributions d'Inutu Lukonga, avec le concours de Mark Fischer en matière de recherche.

Graphique 2.1

#### Fin d'une croissance atone?

(Croissance annuelle du PIB réel, pourcentage)



Sources : autorités nationales; estimations des services du FMI.

Note : Les abréviations des pays correspondent aux codes de l'Organisation internationale de normalisation (ISO).

sera difficile de dégager un solide consensus public. La plus grande stabilité politique et les initiatives économiques récentes ont stimulé la confiance, ce qui, avec l'amélioration de la croissance dans la zone euro et la baisse des cours du pétrole, a renforcé la croissance de l'investissement et des exportations, malgré les risques considérés plus loin. Les envois de fonds (principalement à partir de l'Europe et du CCG, encadré 2.2) et une importante masse salariale publique continuent de soutenir la consommation, principal moteur de la croissance économique (graphique 2.2).

**Encadré 2.1****Implications de la crise des réfugiés pour la politique économique**

L'aggravation des conflits et la violence grandissante dont font preuve notamment des acteurs non étatiques comme l'État islamique d'Iraq et du Levant (EIL) ont provoqué un accroissement brutal du nombre de réfugiés dans la région MOAN. L'Agence des Nations Unies pour les réfugiés estime officiellement le nombre de réfugiés en provenance des pays de cette région (à l'exclusion des réfugiés palestiniens) à 9,2 millions, ce qui représente un doublement en dix ans et plus de 60 % du total mondial. Ce chiffre ne tient pas compte des millions de déplacés internes. Les réfugiés recensés viennent, pour la plupart, de Syrie (près de 4 millions), d'Afghanistan et d'Iraq. La majorité d'entre eux (5,2 millions) a trouvé jusqu'à présent refuge dans les pays voisins (Iran, Jordanie, Liban, Pakistan et Turquie). La Tunisie abrite, en outre, un grand nombre de ressortissants libyens qui se sont déplacés suite à la crise politique qui a secoué leur pays, tandis que Djibouti et la Somalie ont commencé à accueillir des personnes fuyant la crise qui sévit non loin dans le Yémen. L'Europe accueille aussi depuis quelques mois de plus en plus de réfugiés en provenance de la région. Les modifications qui en résultent dans le niveau et la composition de la population des pays d'accueil peuvent être importantes. Les réfugiés représentent, par exemple, respectivement un quart et un cinquième environ du nombre total d'habitants au Liban et en Jordanie.

- Cette crise des réfugiés a un coût humanitaire considérable pour les réfugiés eux-mêmes. Elle a aussi d'importantes conséquences économiques pour les pays d'origine comme pour les pays d'accueil. Pour les pays d'origine, les départs massifs de personnes en âge de travailler impliquent une perte inquiétante de capital humain dont le coût est plus élevé lorsque ce sont les personnes les mieux éduquées et les plus qualifiées qui partent. Cela se traduit, pour ces pays, par une réduction durable de leur potentiel de croissance qui vient s'ajouter aux destructions physiques. La perte de capital humain explique en partie pourquoi les pays mettent généralement beaucoup de temps à se relever d'un conflit, surtout s'il a été prolongé (par exemple, avec un taux de croissance moyen de 3 %, il faudrait environ vingt ans à la Syrie pour retrouver son niveau de PIB de 2010). À moyen terme, les pays d'origine peuvent bénéficier d'une reprise des envois de fonds.
- Pour les pays d'accueil, l'afflux massif de réfugiés a un impact économique qui se manifeste de plusieurs façons. Les pressions budgétaires augmentent avec l'accroissement des dépenses publiques consacrées au logement et à la fourniture de services de base dans les domaines de la santé, de l'éducation et de la sécurité. C'est déjà une dure réalité pour les pays d'accueil de la région à laquelle s'ajoutent une perturbation de leurs flux commerciaux, et une baisse des investissements et du tourisme. Par exemple, les coûts budgétaires directs de l'afflux de réfugiés sont estimés à environ 1 % du PIB par an en Jordanie et au Liban (USAID pour la Jordanie et Banque mondiale pour le Liban). Les entrées massives de réfugiés ont aussi augmenté les pressions pesant sur les marchés des produits alimentaires, du travail et de l'immobilier ainsi que sur l'accès aux infrastructures publiques qui pourraient surtout affecter les populations les plus pauvres des pays d'accueil. Ces diverses évolutions risquent de mettre à rude épreuve le tissu social de ces pays et d'être une source d'instabilité politique, surtout là où les pouvoirs publics doivent déjà relever le défi d'un niveau élevé d'exclusion sociale et de chômage chez les jeunes notamment. Les pays hôtes extérieurs à la région, y compris les pays européens, commencent à se heurter à des difficultés économiques du même ordre pour absorber les réfugiés, mais sur une beaucoup plus petite échelle jusqu'à présent que nombre de pays du monde arabe. Ces pays hôtes extérieurs à la région — surtout ceux dont la population est vieillissante — devraient en outre tirer des avantages durables de l'intégration des réfugiés.

La nature durable des conflits en jeu rend peu probable une résolution rapide de la crise des réfugiés qui sévit actuellement dans la région. Les pays concernés et leurs partenaires peuvent contribuer à alléger les contraintes les plus pressantes tout en offrant des services satisfaisants aux réfugiés. Au bout du compte, seules la sécurité et de meilleures conditions de vie dans les pays d'origine permettront de s'attaquer aux racines de la crise des réfugiés.

---

Cet encadré a été préparé par Davide Lombardo, Gaëlle Pierre et Björn Rother.

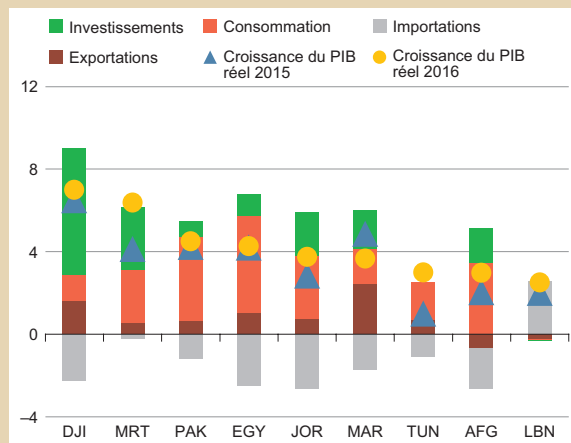
**Encadré 2.1 (fin)**

- Les pays d'origine doivent s'efforcer d'empêcher un effondrement économique et de maintenir la stabilité macroéconomique dans toute la mesure du possible. Ils devraient aussi satisfaire les besoins immédiats et à plus long terme des réfugiés sans compromettre la stabilité macroéconomique et la paix sociale.
- Les partenaires extérieurs peuvent jouer un rôle important. En maintenant leur engagement auprès des pays d'origine, ils peuvent les aider à préserver leur stabilité macroéconomique et à reconstruire leurs infrastructures et leurs institutions économiques, une fois la sécurité rétablie, en leur apportant un soutien sur le plan financier et pour renforcer leurs capacités. Ils devraient aussi fournir aux pays d'accueil une aide financière suffisante pour leur permettre d'accueillir comme il convient les réfugiés qui arrivent. C'est surtout le cas pour les pays d'accueil de la région qui ont, jusqu'à présent, été les plus mis à l'épreuve et dont les positions budgétaires ne sont pas assez fortes pour leur permettre d'assumer seuls les défis liés à la présence des réfugiés.
- D'une manière plus générale, les conflits et les flux de réfugiés soulignent l'importance de faire avancer les réformes visant à établir une croissance solidaire dans l'ensemble des pays arabes. Ces réformes peuvent permettre de s'attaquer aux inégalités économiques profondément enracinées qui contribuent aux conflits.

Graphique 2.2

### Contributions à la croissance économique : les exportations et les investissements s'associent à la consommation

(Pourcentage, moyenne 2015–16)



Sources : autorités nationales; estimations des services du FMI.

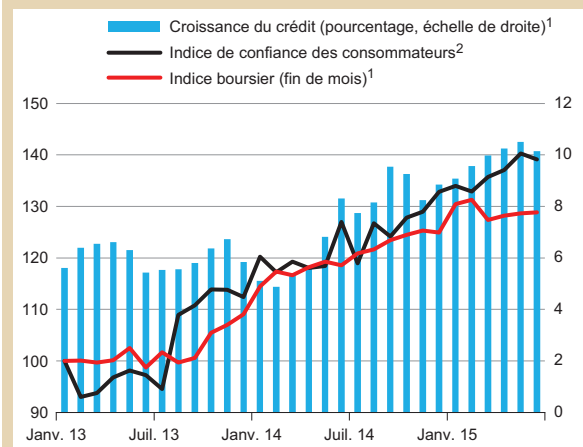
Note : Les abréviations des pays correspondent aux codes de l'Organisation internationale de normalisation (ISO).

Le retour de la confiance s'explique par la réduction des vulnérabilités budgétaires, l'amélioration du climat des affaires et l'allègement des contraintes financières (graphique 2.3). La plupart des gouvernements sont en train de maîtriser les déficits budgétaires — qui devraient diminuer en moyenne de 2 points pour s'établir aux alentours de 6 % du PIB en 2015–16 — et de stabiliser les ratios de la dette publique en dessous de 65 % dans la moitié de la région grâce, en partie, à la baisse des cours du pétrole. Les réformes adoptées en matière de climat des affaires, au niveau

Graphique 2.3

### Regain de confiance

(Indice, janvier 2013 = 100)



Sources : Bloomberg, L.P.; autorités nationales; calculs des services du FMI.

<sup>1</sup>Inclut l'Égypte, la Jordanie, le Liban, le Maroc, le Pakistan et la Tunisie.

<sup>2</sup>Inclut l'Égypte, le Liban et le Pakistan.

notamment du cadre réglementaire et de la protection des investisseurs (Égypte, Maroc, Pakistan) stimulent l'activité industrielle et commerciale et la confiance des consommateurs. Cela dit, la médiocrité des infrastructures de transport et les pénuries d'électricité, de combustibles et d'eau continuent d'entraver les économies de la région. L'assouplissement des politiques monétaires (en Jordanie et au Liban) soutient la croissance du crédit pour la consommation et l'investissement. Les banques de la région restent, dans l'ensemble, bien capitalisées, rentables et liquides.

## Encadré 2.2

### Prix du pétrole et envois de fonds vers le Mashreq, le Pakistan et le Yémen en provenance des pays du CCG

Les envois de fonds constituent une source importante de revenu pour l'Égypte, la Jordanie, le Liban, le Pakistan et le Yémen. La région du Golfe est l'une des principales sources d'envois de fonds de migrants du monde. Quelque 29 millions de travailleurs étrangers ont envoyé dans leur pays d'origine, en 2014, plus de 100 milliards de dollars dont un tiers environ a été destiné au Mashreq, au Pakistan et au Yémen. Ces pays sont fortement tributaires des envois de fonds et surtout de ceux en provenance du CCG (graphique 2.2.1). Par exemple, l'Égypte et la Jordanie reçoivent des pays du CCG environ 70 % du total des envois de fonds dont ces deux pays bénéficient, ce qui équivaut à 5 et 7½ %, respectivement, de leur PIB. Après avoir modérément progressé pendant la majeure partie des années 90, les envois de fonds en provenance des pays du CCG se sont accélérés au début du nouveau millénaire, parallèlement à une augmentation rapide des cours du pétrole et du PIB hors pétrole (graphique 2.2.2).

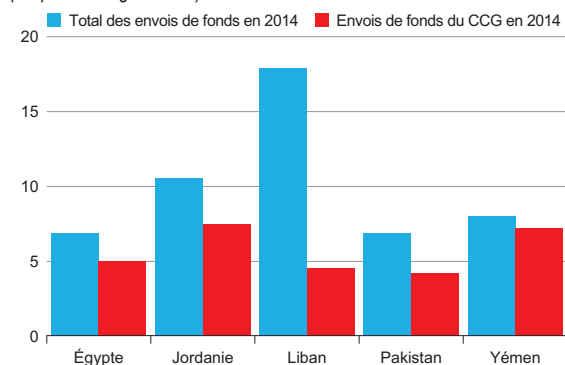
Les envois de fonds ont été beaucoup plus stables que les cours du pétrole dans le passé. Une analyse des fortes baisses des prix du pétrole précédemment observées (en 1986, 1991, 1998, 2001 et 2009) montre que les envois de fonds vers le Mashreq, le Pakistan et le Yémen n'ont que légèrement diminué (de 3 % en moyenne) après les fortes baisses accusées par les cours du pétrole (30 % en moyenne) et qu'ils se sont redressés rapidement quand ces cours ont remonté. Cela tient principalement au fait que les pays du CCG avaient accumulé des réserves suffisantes pour pouvoir maintenir leurs dépenses publiques, même en périodes de baisse temporaire des prix du pétrole. De plus, dans les pays du CCG, ces dépenses financent généralement des activités économiques non pétrolières, surtout dans les secteurs de la construction et des services où la demande de travailleurs migrants est forte. Sur la base des tendances observées dans le passé, une baisse de 1 % du PIB réel hors pétrole dans les pays du CCG devrait réduire les envois de fonds vers le Mashreq, le Pakistan et le Yémen de ½ à ¾ % par an.

Cet encadré a été préparé par Saad Quayyum et Supriyo De (Banque mondiale), Kirsten Schuettler (Banque mondiale) et Seyed Reza Yousefi (Banque mondiale), avec le concours de Ramsey Andrawis et Mbaye Gueye en matière de recherche.

Graphique 2.2.1

#### Envois de fonds au Mashreq, au Pakistan et au Yémen

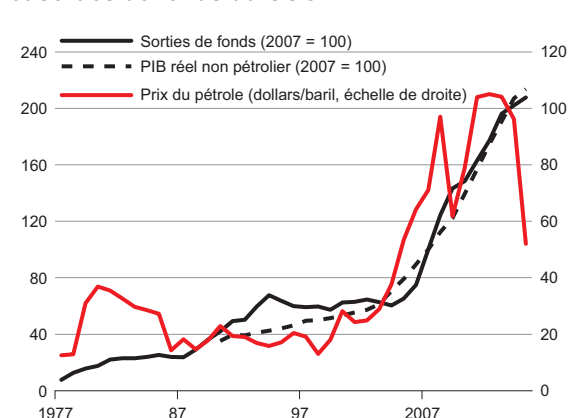
(En pourcentage du PIB)



Sources : Banque mondiale, base de données des *Indicateurs du développement dans le monde*; FMI, base de données des *Perspectives de l'économie mondiale*.

Graphique 2.2.2

#### Prix du pétrole, PIB réel non pétrolier et sorties de fonds du CCG



Sources : Fonds monétaire arabe; FMI, base de données des *Perspectives de l'économie mondiale*.

Note : exclut les Émirats arabes unis et le Qatar.

**Encadré 2.1 (fin)**

Quel est l'impact probable de la baisse actuelle des cours du pétrole sur les envois de fonds? À court terme, il devrait être faible puisque, d'après les projections, la croissance du PIB réel hors pétrole ne devrait que légèrement fléchir pour tomber à environ 3,8 % par an en 2015–16, contre 5,9 % sur la période 2012–14. À moyen terme, l'impact dépendra du rythme de l'ajustement budgétaire effectué dans les pays du CCG face à la baisse des cours du pétrole. Un ajustement budgétaire plus rapide que celui qui est actuellement envisagé ou l'introduction de la taxe spéciale sur les envois de fonds, qui a été suggérée dans ces pays, pourrait entraîner un nouveau ralentissement des transferts.

Le volume des prêts non productifs est important, mais il s'est à peu près stabilisé.

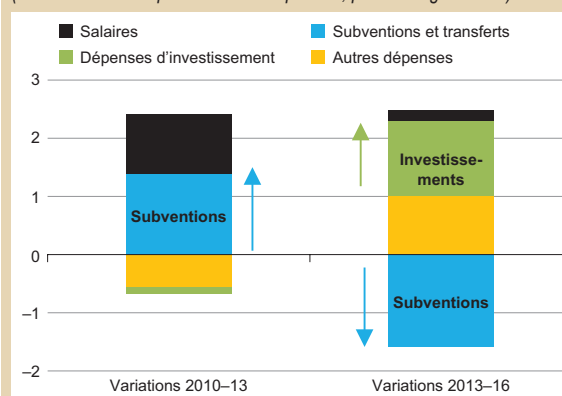
L'espace budgétaire créé par l'assainissement des finances publiques et la baisse des prix du pétrole a permis d'augmenter les investissements favorables à la croissance. L'assainissement des finances publiques a surtout consisté à reformer les subventions énergétiques (Égypte, Jordanie, Maroc, Pakistan et Soudan, édition d'octobre 2014 des Perspectives économiques régionales : Moyen-Orient et Asie centrale) et, jusqu'à un certain point, à privatiser les entreprises publiques (Pakistan). Les effets négatifs sur la croissance ont été en partie compensés par l'élargissement de l'accès au crédit bancaire privé (même s'il reste limité pour les petites et moyennes entreprises) et l'orientation d'une partie de l'épargne vers un accroissement des dépenses d'infrastructure, une aide sociale ciblée, l'éducation et les soins de santé (graphique 2.4, encadré 2.3). De gros investissements dans les infrastructures électriques (Djibouti, Égypte, Pakistan) devraient réduire, en 2016, les goulets d'étranglement de la production industrielle. L'Égypte a lancé des projets d'investissement public et privé de grande ampleur dans le cadre de ses programmes gouvernementaux de réforme. Les dépenses salariales ont été maîtrisées dans la plupart des pays, à l'exception de la Tunisie où elles ont augmenté.

Des facteurs extérieurs ont aussi un effet positif sur les exportations et la confiance. L'intensification de l'activité dans la zone euro se traduit par un accroissement de la demande d'exportations, du tourisme et des envois de fonds au Maghreb (graphique 2.5). Bien que plus faible qu'attendu il y a un an, la croissance est robuste dans les pays du Conseil de coopération du Golfe (CCG) et elle continue de soutenir les envois de fonds vers le Mashreq, malgré le ralentissement de la demande d'exportations de ces pays qui neutralise en partie les effets positifs de la

Graphique 2.4

### La réforme des subventions et la baisse des prix du pétrole créent une marge pour des dépenses propices à la croissance

(Variation des composantes des dépenses, pourcentage du PIB)



Sources : autorités nationales; estimations des services du FMI.

Note : inclut l'Afghanistan, Djibouti, l'Égypte, la Jordanie, le Liban, le Maroc, la Mauritanie, le Pakistan, le Soudan et la Tunisie.

baisse des prix du pétrole. Celle-ci a réduit la facture des importations d'énergie (en moyenne de 1¼ % du PIB en 2015–16, encadré 4.3), maintenant ainsi la couverture assurée par les réserves internationales aux alentours de cinq mois d'importations. Dans le cas des pays qui n'ont pas encore achevé la réforme des subventions énergétiques, les économies réalisées sur les budgets publics (même limitées, encadré 4.3) ou par les entreprises d'État (surtout dans le secteur de l'électricité) servent à stabiliser la dette publique. L'amélioration de l'environnement économique extérieur, joint aux réformes intérieures, favorise aussi un accroissement de l'investissement étranger (Maroc). Les hausses attendues des taux d'intérêt américains ne devraient être répercutées qu'en partie et lentement dans les pays importateurs de pétrole de la région MOANAP du fait de la faiblesse de leur intégration financière et des mécanismes de transmission de la politique monétaire (encadré 1.3).

## Encadré 2.3

**L'investissement public, moteur de la croissance**

La question de savoir si l'investissement public peut vraiment stimuler la croissance en berne des pays émergents est actuellement débattue. L'investissement public peut faire progresser la production et l'emploi, à court terme en accroissant la demande et, à long terme, en améliorant l'offre — notamment en élevant la productivité et en attirant l'investissement privé. Cependant, une analyse empirique note un impact limité sur la croissance des pays émergents du fait d'un manque d'efficacité dans la gestion et le financement de l'investissement public qui a pour effet d'évincer l'investissement privé (Warner, 2014). L'impact à court terme de l'investissement public dépend aussi du degré de ralentissement économique et d'accommodement monétaire (Perspectives de l'économie mondiale : Moyen-Orient et Asie centrale, octobre 2014).

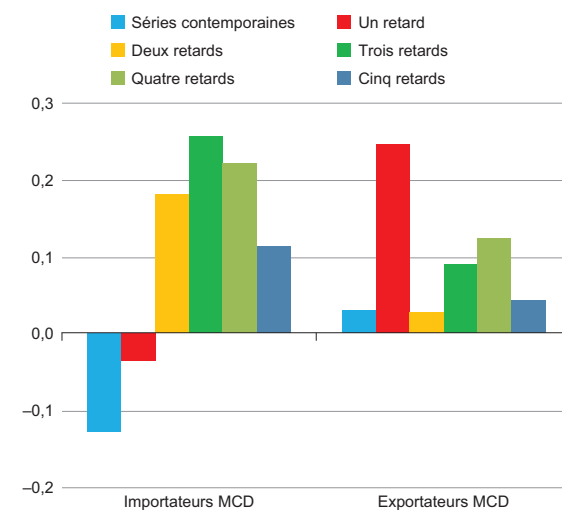
La corrélation entre l'investissement public et la croissance est faible dans les régions MOANAP et CAC. Le ratio investissement public/PIB a tendance à être corrélé positivement avec la croissance trois à cinq ans après l'accroissement initial de l'investissement. Dans les pays exportateurs de pétrole, les liens avec la croissance sont aussi très forts à court terme, ce qui témoigne de l'importance du rôle moteur joué par les dépenses publiques dans la croissance de ces pays. La corrélation est négative à court terme dans les pays importateurs de pétrole, mais elle devient positive à moyen terme, et plus nettement que dans les pays exportateurs de pétrole, sous l'effet de la focalisation récente de l'investissement sur les goulets d'étranglement dans les infrastructures affectant l'offre (graphique 2.3.1).

Étant donné l'importance du déficit d'infrastructure qui sévit dans les pays des régions MOANAP et CAC, il est inquiétant de constater que l'investissement public a fortement diminué dans la région MOANAP (à l'exception des pays du CCG) et qu'il est faible dans la région CAC (Perspectives de l'économie mondiale : Moyen-Orient et Asie centrale, octobre 2014).

Les raisons en sont nombreuses et vont de la crise financière mondiale et des transitions politiques résultant du Printemps arabe aux conflits armés et aux tensions géopolitiques. La baisse de l'investissement public a contribué à une nette dégradation des perspectives de croissance à moyen terme dans la région (Mitra *et al.*, 2015). Bien que la plupart des pays du CCG aient annoncé d'ambitieux programmes d'amélioration des infrastructures publiques d'une ampleur dépassant plusieurs fois leur production économique annuelle, l'investissement public pourrait ralentir dans les prochaines années au sein du CCG si les cours du pétrole restent obstinément bas. L'affaiblissement de la croissance de l'investissement public appelle des réformes structurelles permettant de renforcer l'impact de celui-ci sur la croissance économique à moyen terme.

Graphique 2.3.1

**Corrélation entre la croissance annuelle du PIB réel et la variation annuelle de l'investissement public**  
(Pourcentage de croissance du PIB; investissements en pourcentage du PIB)



Sources : FMI, base de données des *Perspectives de l'économie mondiale*; calculs des services du FMI.

Note : Les pays importateurs de pétrole incluent l'Arménie, l'Égypte, la Géorgie, la Jordanie, le Liban, le Maroc, le Pakistan, le Soudan et la Tunisie. Les pays exportateurs de pétrole incluent l'Algérie, l'Arabie saoudite, l'Azerbaïdjan, Bahreïn, les Émirats arabes unis, l'Iran, le Kazakhstan, le Koweït, Oman et le Qatar.

Cet encadré a été préparé par Pritha Mitra et Mark Fischer.

**Encadré 2.3 (fin)**

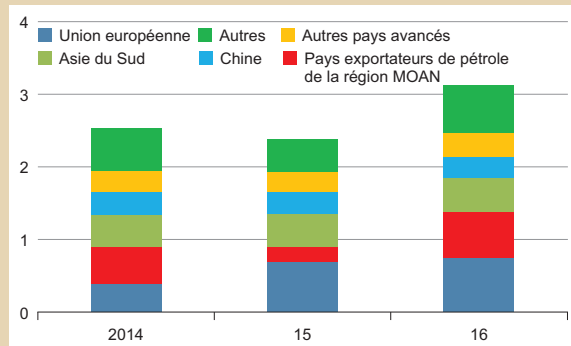
La production annuelle pourrait être augmentée de plus de 60 milliards par an si les ratios d'investissement public des régions MOANAP et CAC étaient portés aux niveaux observés dans les pays émergents et en développement, à l'aide des mesures structurelles suivantes :

- Accroissement de l'efficacité de l'investissement public (Perspectives de l'économie mondiale : Moyen-Orient et Asie centrale, octobre 2014) grâce notamment à une meilleure évaluation préalable et une meilleure sélection des projets, des examens indépendants centralisés, une analyse coût–rentabilité rigoureuse, une évaluation du coût des risques, l'application des principes du budget base zéro et une meilleure exécution des projets.
- Optimisation des synergies avec l'investissement privé en privilégiant les investissements dans les infrastructures qui éliminent les pénuries d'énergie et d'eau et portent aux niveaux mondiaux l'offre et la qualité des infrastructures de communication, des routes et des transports publics.
- Amélioration du climat des affaires grâce à l'élargissement de l'accès des petites et moyennes entreprises au crédit, un enseignement de meilleure qualité, un plus large recours aux technologies modernes et une ouverture commerciale pour permettre au secteur privé de bénéficier au maximum de meilleures infrastructures, renforcer les capacités de gestion de l'investissement public et accroître la capacité d'absorption.
- Diversification des sources nationales et internationales de financement de l'investissement public pour réduire le phénomène d'éviction. Cela inclut l'émission d'obligations souveraines (de type classique ou recours à l'option de plus en plus en vogue des *Sukuk*) et l'établissement de partenariats public–privé sur la base d'une grande transparence financière pour réduire les risques. Une réduction des autres types de dépenses (subventions énergétiques, par exemple) en faveur d'un accroissement de l'investissement public permettra aussi de réduire les effets d'éviction.

Graphique 2.5

**Renforcement de la demande extérieure**

(Croissance du PIB réel non pétrolier des pays partenaires pondérée par les exportations, pourcentage)



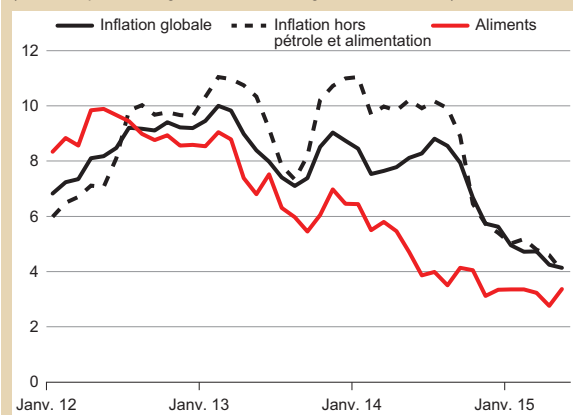
Sources : FMI, base de données *Direction of Trade Statistics*; autorités nationales; estimations des services du FMI.

Après avoir fortement diminué, l'inflation se stabilise (graphique 2.6). En 2015, des écarts de production négatifs toujours importants et le faible niveau des prix des produits alimentaires ont réduit l'inflation de près de 3 points et ramené son taux à 6½ %, ce qui a accru le revenu disponible réel des ménages. Ces effets ont été en partie compensés par la suppression progressive des subventions énergétiques et, parfois,

Graphique 2.6

**Chute brutale de l'inflation entraînée par la baisse des prix alimentaires**

(Inflation, pourcentage de variation en glissement annuel)



Sources : autorités nationales; calculs des services du FMI.

par une dépréciation du taux de change, la monétisation des déficits budgétaires et des politiques monétaires accommodantes. D'après les projections, l'inflation devrait encore, quoique légèrement, diminuer en 2016, sous l'effet de la poursuite, mais à un rythme plus lent, du fléchissement des prix alimentaires. Comme il est prévu que la baisse des prix internationaux du pétrole ne

se répercute que de façon limitée en raison du maintien des subventions ou d'un manque de concurrence, elle n'aura que peu d'effets à court terme sur les coûts de production des entreprises et le revenu des ménages (sauf en Jordanie, au Liban, au Maroc et au Pakistan).

## De sérieux obstacles freinent la reprise

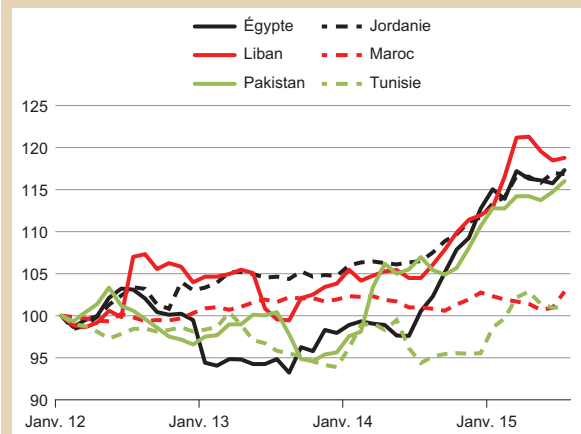
Des obstacles intérieurs et extérieurs freinent l'essor économique. La persistance de risques sécuritaires, des tensions sociales et les répercussions des conflits régionaux empêchent une reprise plus marquée de l'investissement et de la production intérieurs, des échanges et du tourisme (Égypte, Jordanie, Liban, Pakistan et Tunisie, encadré 1.2). En particulier, l'accroissement du nombre de réfugiés accentue les pressions sur les dépenses publiques (encadré 2.1) et la situation en matière de sécurité se dégrade sous l'effet de l'intensification des activités terroristes de l'État islamique d'Iraq et du Levant (EIL) et de ses affiliés en Afrique du Nord et dans le Mashreq, et des talibans, en Afghanistan. La persistance de goulets d'étranglement du côté de l'offre pose aussi de graves problèmes. Malgré les réformes entreprises récemment dans certains pays, les coupures d'alimentation électrique (Djibouti, Égypte, Liban, Pakistan) et l'agitation sociale (Tunisie) continuent d'entraver la production. Ces problèmes sont aggravés par le fait que les petites et moyennes entreprises (PME) ont peu accès au crédit et que les banques financent en grande partie les déficits persistants des administrations et des entreprises publiques. La forte concentration des prêts sur le secteur public présente aussi des risques pour la stabilité bancaire. De plus, la compétitivité de la région se dégrade sous l'effet de l'appréciation des taux de change réels qui découle de l'appréciation des taux de change nominaux par rapport à l'euro, en raison du renforcement du dollar américain auquel les monnaies de certains des pays considérés sont officiellement rattachées (graphique 2.7).

Malgré les améliorations observées depuis peu, les facteurs de vulnérabilité restent importants et nuisent à la confiance. Si la dette publique s'est stabilisée récemment, elle demeure élevée (à un niveau compris entre 90 et 140 % en Égypte, en Jordanie et au Liban), ce qui a pour effet de dissuader certains

Graphique 2.7

### La compétitivité mise à mal par la hausse des taux de change effectifs réels

(Indice du taux de change effectif réel, janvier 2012 = 100)



Sources : FMI, base de données du Système des avis d'information; autorités nationales; calculs des services du FMI.

investisseurs et d'imposer un lourd service de la dette aux budgets nationaux et de gros besoins de financement aux économies concernées. Sa réduction est entravée par l'insuffisance des recettes fiscales, la rigidité des dépenses (surtout au niveau de la masse salariale publique), l'importance des paiements d'intérêts et la présence d'entreprises publiques déficitaires. Bien qu'en progrès, la couverture assurée par les réserves internationales reste faible en Égypte, au Pakistan et au Soudan, ce qui nuit à la confiance. La chute brutale des envois de fonds au Soudan provoquée par le processus de réduction des risques (décision des banques internationales de réduire ou de mettre un terme à leurs relations avec leurs correspondants étrangers et de moins financer les échanges commerciaux suite au renforcement de l'application des normes réglementaires mondiales et des sanctions économiques et commerciales) a accru les pressions pesant sur les réserves.

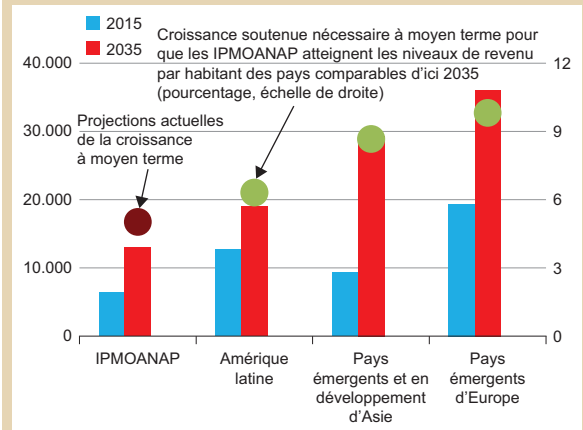
Les risques qui pèsent sur les perspectives continuent d'être baissiers. Une aggravation des obstacles intérieurs et extérieurs, et notamment de la situation sécuritaire et des retombées des conflits régionaux, ainsi que des revers dans les transitions politiques et la mise en œuvre des réformes pourraient affaiblir encore les échanges, le tourisme et la confiance, et, en définitive, compromettre la stabilité macroéconomique. La normalisation de la politique monétaire américaine pourrait durcir les conditions financières plus qu'on

ne l'envisage actuellement, surtout si elle provoquait une volatilité des marchés de capitaux ou, dans le cas des pays qui rattachent leur monnaie au dollar, si la répercussion sur les taux d'intérêt s'intensifiait.

L'attention se porte de plus en plus sur l'éventualité d'un ralentissement de l'activité économique en Chine plus prononcé que prévu, qui réduirait le financement des infrastructures, surtout dans le secteur de l'énergie (Égypte, Pakistan), même si son effet direct sur les échanges serait probablement limité (graphique 1.4). Un accroissement de l'aversion pour le risque et de l'instabilité sur les marchés mondiaux de capitaux pourrait augmenter le coût des emprunts extérieurs et contribuer à une hausse des taux d'intérêt intérieurs. Une nouvelle baisse des prix du pétrole, provoquée par un ralentissement en Chine plus important que prévu, soutiendrait la croissance, mais un fléchissement des prix d'autres produits de base pourrait affaiblir l'activité économique et les réserves internationales dans les pays exportateurs de produits de base (Mauritanie, Pakistan). Si le ralentissement chinois s'étendait aux autres pays émergents, à la zone euro et, par le truchement des prix du pétrole, aux pays du CCG, il pourrait affecter plus fortement la région en ayant un effet négatif sur les exportations, le tourisme, les envois de fonds (encadré 2.2) et les concours financiers. Cela s'applique en particulier aux pays du Mashreq, qui sont les plus étroitement liés au CCG (voir l'annexe 2 des Perspectives économiques régionales : Moyen-Orient et Asie centrale de novembre 2013). À plus long terme, ces facteurs pourraient affaiblir encore davantage le potentiel de croissance.

Une croissance beaucoup plus forte est nécessaire à l'avenir pour créer suffisamment d'emplois et améliorer sensiblement les niveaux de vie. Les projections actuelles de taux de croissance à moyen terme de 5 % ne suffiront pas à faire reculer sensiblement le taux de chômage qui ne devrait diminuer que de 2¼ points pour tomber à 9¼ % en 2020. Dans le contexte de forts risques baissiers, il faudrait une croissance à moyen terme de plus de 7 % pour ramener le taux de chômage au niveau moyen de 6 % observé dans les pays émergents et en développement et porter les niveaux de revenu par habitant à ceux enregistrés par certains de ces pays (graphique 2.8). Il faudra absolument, à cette fin, accélérer le rythme des réformes récemment entreprises pour rehausser la

Graphique 2.8  
**En quête d'une croissance plus élevée**  
(Revenu par habitant en parité de pouvoir d'achat, dollars 2012 constants)



Sources : autorités nationales; Banque mondiale, base de données des Indicateurs du développement dans le monde; FMI, base de données des Perspectives de l'économie mondiale; estimations des services du FMI.  
Note : IP = pays importateurs de pétrole.

croissance, créer des emplois et faire face aux obstacles et vulnérabilités budgétaires et extérieurs.

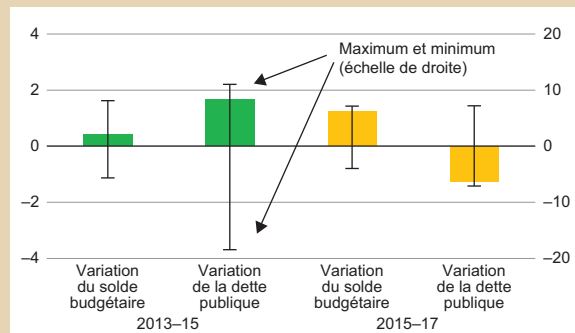
## Réformes budgétaires, monétaires et structurelles

La politique budgétaire est à la croisée des chemins. L'assainissement des finances publiques a assuré la stabilité macroéconomique et renforcé la confiance (graphique 2.9). À ce stade, les risques d'une lassitude face aux réformes ou de nouvelles réductions des dépenses qui pourraient interrompre la reprise naissante de même que le répit offert par la baisse durable des prix du pétrole militent en faveur d'un changement de politique. Cependant, pour pérenniser les progrès réalisés récemment, l'assainissement budgétaire doit être poursuivi, surtout dans les pays fortement endettés; étant donné le contexte intérieur et international difficile auquel la région est exposée, les ratios d'endettement doivent être non seulement stabilisés mais réduits. Par exemple, les subventions énergétiques ayant déjà été en grande partie réduites, sur fond de prix du pétrole durablement bas, il est temps de promouvoir des mécanismes de fixation automatique des prix pour tous les produits énergétiques afin de limiter les pertes des entreprises publiques et de réduire la place que les industries grosses consommatrices d'énergie occupent dans les économies au profit d'industries à forte intensité

Graphique 2.9

### Regain de confiance dû à l'assainissement budgétaire

(Variations médianes, pourcentage du PIB)



Sources : autorités nationales; estimations des services du FMI.

de main-d'œuvre, plus efficaces, tout en rendant la croissance plus inclusive. Une amélioration de la qualité et de l'efficacité des dépenses publiques peut aussi réduire les pressions qui pèsent sur les budgets et, peut-être, la nécessité d'assainir les finances publiques.

Les mesures choisies en matière de dépenses et de recettes peuvent réussir à concilier les objectifs budgétaires incompatibles de la croissance et de la stabilité. Les recettes fiscales augmenteront avec la croissance économique, mais des mesures portant sur les tranches supérieures de revenu favoriseraient l'assainissement des finances publiques et l'équité (Jewell *et al.*, 2015), avec un moindre effet négatif sur la croissance. Parmi les mesures fiscales cruciales déjà envisagées par les gouvernements figurent la suppression des exonérations (Pakistan), la correction des lacunes de la législation fiscale, des réformes de l'impôt sur le revenu (Jordanie), l'augmentation des droits de consommation, l'introduction ou le relèvement d'impôts sur les biens immobiliers de valeur élevée et le renforcement de l'administration. Si en Égypte, les taux d'imposition sur les tranches supérieures de revenus ont été réduits et l'imposition des plus-values différée, l'introduction de la taxe sur la valeur ajoutée devrait néanmoins doper sensiblement les recettes fiscales. Le maintien de l'affectation d'une partie de l'épargne attribuable à la réforme des subventions et de l'augmentation des recettes fiscales au financement des dépenses d'éducation, de santé et d'infrastructure propices à la croissance contribuera à contrer l'effet de frein sur la croissance. Pour cela, les projets d'investissement publics devront

être soigneusement évalués, hiérarchisés et mis en œuvre. Des politiques du marché du travail plus actives permettraient de réduire le chômage. Dans le cas des entreprises publiques du secteur de l'énergie (notamment celles qui accusent des pertes importantes, comme au Pakistan), les économies résultant de la baisse des coûts du pétrole pourraient aussi servir à financer des investissements. Une rationalisation progressive des effectifs du secteur public effectuée dans le cadre de réformes approfondies de la fonction publique permettrait de réduire les déficits budgétaires et les rigidités des dépenses.

Ces mesures, jointes aux réformes financières, auront aussi des effets bénéfiques sur le climat des affaires. Comme nous l'avons vu, les mesures visant à élargir la base d'imposition aplaniront les différences entre les secteurs et les entreprises. Une réorientation des politiques de financement de la dette publique vers l'émission plus régulière d'obligations libellées en monnaie locale avec des échéances à plus long terme, des rendements déterminés par le marché et une base plus large d'investisseurs permettrait de réduire les risques de refinancement et d'approfondir les marchés de capitaux. Les nouvelles émissions d'obligations souveraines envisagées sur les marchés internationaux (Égypte, Maroc, Pakistan et Tunisie) renforceraient l'intégration financière avec le reste du monde, favoriseraient l'accumulation de réserves, élargiraient l'accès au crédit du secteur privé et réduiraient les risques liés à la concentration des prêts bancaires.

Une plus grande flexibilité des taux de change aurait un effet positif sur la croissance et la compétitivité. Plusieurs pays ont récemment laissé leur taux de change nominal diminuer dans le contexte d'une appréciation du taux de change réel (graphique 2.7), d'un affaiblissement des apports financiers des pays exportateurs de pétrole, d'une stabilité des réserves internationales et d'une faible inflation. Une plus grande flexibilité — accompagnée de réformes structurelles — est toutefois nécessaire pour rétablir la compétitivité et, dans certains cas, réduire les fortes vulnérabilités extérieures. Le maintien d'une politique monétaire accommodante complètera l'assainissement budgétaire en soutenant la demande intérieure. La répercussion de la hausse des taux d'intérêt américains entraînera toutefois un durcissement des conditions monétaires pour les pays dont la monnaie est rattachée

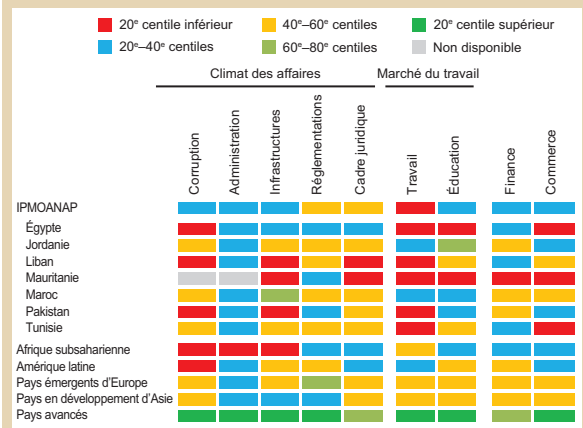
au dollar. Une expansion des marchés interbancaires et une gestion active des liquidités figurent parmi les mesures qui s'imposent.

Des réformes structurelles ciblées sont indispensables pour assurer une croissance plus forte et plus inclusive et améliorer les niveaux de vie. Elles doivent être axées, entre autres, sur le climat des affaires, les marchés du travail, les marchés de capitaux et l'ouverture commerciale (graphique 2.10; annexe 1 des Perspectives économiques régionales : Moyen-Orient et Asie centrale, octobre 2014; Mitra *et al.*, à paraître). Une meilleure protection des investisseurs et un allègement des réglementations permettront, avec une amélioration de la qualité et de l'efficacité des infrastructures (Albino-War *et al.*, 2014), de diminuer le coût des activités commerciales et de s'attaquer aux goulets d'étranglement de l'offre. Une moindre domination économique des entreprises publiques pourrait réduire les perceptions de corruption et favoriser, de manière significative, une croissance créatrice d'emplois. Les réformes réglementaires propres à faciliter l'embauche et le renforcement des aptitudes rendraient plus efficace l'affectation de la main-d'œuvre et permettraient de relever les salaires et de renforcer la création d'emplois. Les pouvoirs publics peuvent collaborer avec les entreprises privées pour réorganiser la formation professionnelle et harmoniser les compétences avec les besoins du marché de l'emploi. La mise en place et l'utilisation de bureaux du crédit faciliteraient l'accès au crédit, notamment des PME, ce qui favoriserait une expansion des activités commerciales, la création d'emplois et une croissance plus inclusive. Une intégration commerciale plus poussée, jointe aux réformes précédemment décrites, peut ouvrir la voie à une intégration verticale dans les chaînes mondiales d'approvisionnement manufacturier qui se traduira par la création d'emplois et des retombées positives sur la croissance de la productivité.

## Soutien international

Un soutien international aurait des effets bénéfiques pour la stabilité économique de la région, l'obtention d'une croissance plus forte et plus inclusive et l'amélioration des niveaux de vie. S'ils sont associés à une solide stratégie de réforme et à une mise en

Graphique 2.10  
**Piliers de l'affermissement de la croissance**



Sources : Banque mondiale; Forum économique mondial; PRS Group; calculs des services du FMI.

Note : IP = pays importateurs de pétrole.

œuvre déterminée des changements, les financements publics bilatéraux et multilatéraux peuvent permettre de réduire les pressions budgétaires et de catalyser des financements privés. Dans le contexte actuel marqué par l'intensification des conflits régionaux, il sera particulièrement important de mobiliser un plus large soutien des donateurs, surtout pour venir en aide aux réfugiés (qui représentent maintenant un quart de la population libanaise et un cinquième de la population jordanienne).

Cependant, en l'absence de solides réformes, les financements ne feront que retarder la correction des déséquilibres fondamentaux, qui risque d'être brutale et plus douloureuse à l'avenir. Les accords conclus récemment entre le FMI et plusieurs pays importateurs de pétrole de la région MOANAP, qui portent sur un engagement de plus de 15 milliards de dollars en faveur de la Jordanie, du Maroc (ligne de crédit contre les chocs extérieurs), du Pakistan et de la Tunisie, sont destinés à soutenir les efforts de réforme et l'ajustement macroéconomique de ces pays. Surtout dans le cas de la Jordanie et de la Tunisie, ces accords ont permis de réagir avec souplesse à des chocs inattendus grâce à une conditionnalité modulable des programmes. La communauté internationale peut aussi apporter son soutien sous la forme d'assistance technique, d'autres initiatives visant à renforcer les capacités et d'un élargissement de l'accès des produits et services de la région aux marchés d'exportation.

## Pays importateurs de pétrole de la région MOANAP : principaux indicateurs économiques

	Moyenne				Projections	
	2000–11	2012	2013	2014	2015	2016
<b>Croissance du PIB réel</b>	<b>4,8</b>	<b>2,9</b>	<b>3,1</b>	<b>2,9</b>	<b>3,9</b>	<b>4,1</b>
<i>(Variation annuelle en pourcentage)</i>						
Afghanistan, République d'	...	14,0	3,9	1,3	2,0	3,0
Cisjordanie et Bande de Gaza <sup>3</sup>	3,9	6,3	2,2	-0,4	2,9	3,9
Djibouti	3,6	4,8	5,0	6,0	6,5	7,0
Égypte	4,7	2,2	2,1	2,2	4,2	4,3
Jordanie	5,8	2,7	2,8	3,1	2,9	3,7
Liban	4,8	2,8	2,5	2	2,0	2,5
Maroc	4,7	3,0	4,7	2,4	4,9	3,7
Mauritanie	4,5	6,0	5,5	6,9	4,1	6,4
Pakistan	4,4	3,8	3,7	4,0	4,2	4,5
République arabe syrienne <sup>2</sup>	4,3	...	...	...	...	...
Soudan <sup>1</sup>	6,6	-3,4	3,9	3,6	3,5	4,0
Tunisie	3,9	3,7	2,3	2,3	1,0	3,0
<b>Inflation des prix à la consommation</b>	<b>6,8</b>	<b>9,3</b>	<b>9,1</b>	<b>9,4</b>	<b>6,6</b>	<b>6,6</b>
<i>(Variation annuelle en pourcentage)</i>						
Afghanistan, République d'	...	6,4	7,4	4,7	-1,9	2,8
Cisjordanie et Bande de Gaza <sup>3</sup>	3,9	2,8	1,7	1,7	1,6	2,6
Djibouti	3,6	3,7	2,4	2,9	3,0	3,5
Égypte	8,1	7,1	9,5	10,1	9,5	10,0
Jordanie	3,8	4,5	4,8	2,9	0,2	3,1
Liban	2,8	6,6	4,8	1,9	0,1	1,5
Maroc	1,8	1,3	1,9	0,4	1,5	2,0
Mauritanie	6,2	4,9	4,1	3,5	3,6	4,2
Pakistan	8,1	11,0	7,4	8,6	4,5	4,7
République arabe syrienne <sup>2</sup>	4,9	...	...	...	...	...
Soudan <sup>1</sup>	9,8	35,5	36,5	36,9	19,8	12,7
Tunisie	1,6	5,1	5,8	4,9	5,0	4,0
<b>Solde budgétaire global des administrations publiques</b>	<b>-5,1</b>	<b>-8,4</b>	<b>-9,5</b>	<b>-7,9</b>	<b>-7,3</b>	<b>-5,8</b>
<i>(Pourcentage du PIB)</i>						
Afghanistan, République d' <sup>4</sup>	...	0,2	-0,6	-1,7	-0,3	-0,2
Cisjordanie et Bande de Gaza <sup>3</sup>	-25,4	-15,1	-12,6	-12,4	-12,2	-13,8
Djibouti	-1,9	-2,7	-5,9	-10,5	-11,5	-13,2
Égypte	-7,5	-10,5	-14,1	-13,6	-11,7	-9,4
Jordanie <sup>4</sup>	-4,4	-8,9	-11,1	-10,3	-3,0	-2,4
Liban <sup>4</sup>	-12,2	-8,4	-8,7	-6,0	-10,0	-8,0
Maroc <sup>4</sup>	-3,8	-7,3	-5,2	-4,9	-4,3	-3,5
Mauritanie <sup>4,5</sup>	-3,1	2,5	-0,9	-3,6	-1,0	-4,7
Pakistan	-4,1	-8,6	-8,4	-4,9	-5,3	-4,2
République arabe syrienne <sup>2</sup>	-2,7	...	...	...	...	...
Soudan <sup>1</sup>	-1,1	-3,3	-2,3	-1,1	-1,8	-1,3
Tunisie <sup>6</sup>	-2,4	-4,8	-6,0	-3,7	-5,7	-4,0
<b>Solde des transactions courantes</b>	<b>-2,0</b>	<b>-6,2</b>	<b>-5,2</b>	<b>-4,2</b>	<b>-4,2</b>	<b>-4,2</b>
<i>(Pourcentage du PIB)</i>						
Afghanistan, République d'	...	6,0	7,4	6,1	4,7	2,4
Cisjordanie et Bande de Gaza <sup>3</sup>	-17,9	-16,2	-12,3	-10,9	-11,1	-12,0
Djibouti	-6,8	-20,3	-23,3	-25,6	-31,4	-26,8
Égypte	0,6	-3,9	-2,4	-0,8	-3,7	-4,5
Jordanie	-5,0	-15,2	-10,3	-6,8	-7,4	-6,5
Liban	-14,0	-24,3	-26,7	-24,9	-21,0	-19,3
Maroc	-2,5	-9,5	-7,9	-5,5	-2,3	-1,6
Mauritanie	-12,5	-26,6	-24,4	-28,9	-18,3	-25,6
Pakistan	-1,2	-2,1	-1,1	-1,3	-0,8	-0,5
République arabe syrienne <sup>2</sup>	-0,4	...	...	...	...	...
Soudan <sup>1</sup>	-4,9	-9,3	-8,9	-7,7	-5,8	-5,6
Tunisie	-3,4	-8,2	-8,3	-8,8	-8,5	-7,0

Sources : autorités nationales; estimations et projections des services du FMI.

Note : Les variables se rapportent à l'exercice budgétaire pour l'Afghanistan (21 mars/20 mars jusqu'en 2011 et 21 décembre/20 décembre par la suite) ainsi que pour l'Égypte et le Pakistan (juillet/juin), sauf pour l'inflation.

<sup>1</sup>Les données de 2011 excluent le Soudan du Sud après le 9 juillet. Les données pour 2012 et au-delà se rapportent au Soudan actuel.

<sup>2</sup>Les données pour 2011–17 excluent la Syrie en raison de l'incertitude entourant la situation politique.

<sup>3</sup>La Cisjordanie et la Bande de Gaza ne sont pas membres du FMI et ne sont incluses dans aucun des agrégats.

<sup>4</sup>Administration centrale. Pour la Jordanie, inclut les transferts à la compagnie d'électricité.

<sup>5</sup>Comprend les recettes pétrolières transférées au fonds pétrolier.

<sup>6</sup>Inclut les coûts de la recapitalisation des banques et les paiements d'arriérés.